



BULLETIN DE VEILLE

N°532
4 septembre
2026

Ce bulletin de veille vous propose une sélection de nouvelles ressources issues de notre veille et accessibles en ligne sur notre site, avec notre agenda et nos recommandations de podcasts. Vous cliquez désormais directement sur le titre de la ressource pour y accéder. Bonne lecture !

A LA UNE

COP17 : le pastoralisme reconnu, des droits à concrétiser

La COP17 de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) «Restaurer les terres, restaurer l'espoir», achevée le 28 août à Oulan-Bator en Mongolie, aura été marquée par des négociations difficiles : blocages politiques, remise en cause des synergies entre les trois Conventions de Rio, tensions sur le genre et sur la participation des peuples autochtones. En pleine Année internationale des parcours et des éleveurs pastoraux, le pastoralisme y a occupé une place rarement atteinte dans une COP désertification.

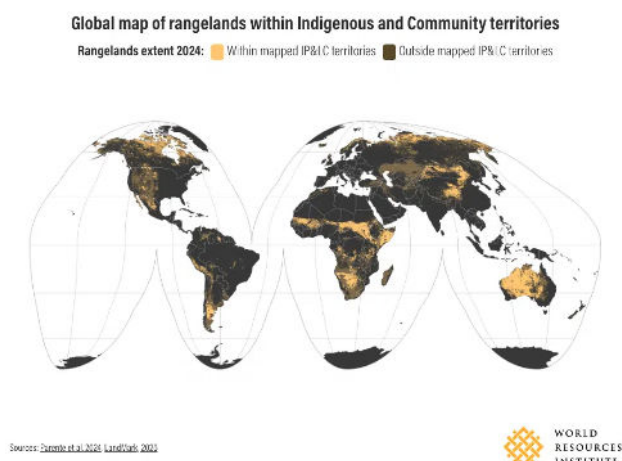
Cette visibilité doit beaucoup à la mobilisation des pasteurs eux-mêmes. Réunis à Oulan-Bator en amont de la COP, des représentants de communautés pastorales et de peuples autochtones ont adopté un **appel à l'action en onze chapitres**. Ils y affirment que le pastoralisme n'est pas à l'origine de la désertification et que la mobilité relève des droits fondamentaux, et demandent la sécurisation des droits fonciers collectifs et coutumiers, la protection des couloirs transfrontaliers et un accès direct aux financements, sans intermédiaires. Son dernier chapitre appelait les Parties à intégrer le texte aux conclusions officielles. La déclaration adoptée par les ministres ne va pas jusque-là, mais elle salue nommément l'appel dans son préambule et encourage un accès équitable aux pâturages et à l'eau, la mobilité des éleveurs et la création d'une Journée internationale des pâturages et des éleveurs.

Au-delà des textes, les parcours font aussi leur entrée dans les mécanismes de financement. Lancée à la COP17, la Rangelands Flagship Initiative rassemble environ 1,2 milliard de dollars répartis entre 45 projets. Les critères annoncés pour orienter ces investissements intègrent la reconnaissance de la mobilité, des droits coutumiers et du consentement des communautés. Reste à savoir dans quelle mesure ces principes seront appliqués et les financements accessibles directement aux organisations pastorales.

Un dialogue ministériel a par ailleurs été consacré à la restauration des parcours. Le Sénégal s'est appuyé sur son code pastoral de 2023 et a annoncé un mécanisme pilote d'investissement, en insistant sur la sécurisation des couloirs de transhumance et des points d'eau. Le Mali a fait état de 21 plans de gestion couvrant plus de 248 000 hectares et défendu la mobilité organisée comme facteur d'adaptation et de réduction des conflits. Le Burkina Faso a présenté sa stratégie 2026-2028 et un objectif de plus de 200 000 hectares restaurés, rappelant que les parcours fournissent plus de 70 % de la viande et du lait consommés dans le pays. Le Cameroun a détaillé la campagne Mobility Matters, socle d'une plateforme réunissant Tchad, RCA, Niger, Nigeria et Burkina Faso. À rebours, le Nigeria a présenté un plan national de transformation de l'élevage fondé sur la réhabilitation de 470 réserves de pâturage classées et l'abandon du pâturage libre au profit de systèmes sédentaires.

En arrière-plan, la connaissance du rôle des pasteurs dans la préservation des parcours est de mieux en mieux documentée. Une **récente analyse du World Resources Institute** estime qu'en 2024, les pasteurs géraient, avec les autres peuples autochtones et communautés locales, au moins 44 % des parcours mondiaux. Elle montre également que les parcours sont nettement moins convertis à d'autres usages lorsque les droits fonciers de ces communautés sont juridiquement sécurisés. Le CIRAD, dans **une note publiée en amont de la COP**, défend le pastoralisme comme un enjeu commun aux trois Conventions de Rio.

La COP17 a contribué à faire évoluer le discours international : le pastoralisme est moins présenté comme une cause de dégradation et davantage comme une pratique susceptible de contribuer à l'adaptation et à la gestion durable des terres. Mais le véritable test sera de savoir si les nouveaux mécanismes reconnaissent réellement la mobilité et les droits coutumiers, donnent aux pasteurs un pouvoir de décision et font parvenir les financements jusqu'aux organisations locales.



Ressources :

Pastoralisme et conventions de Rio : activer les synergies pour des socio-écosystèmes résilients, note de positionnement, Cirad, juillet 2026

Pastoralists Are Protecting Many of the World's Remaining Rangelands, analyse, World Resources Institute, août 2026

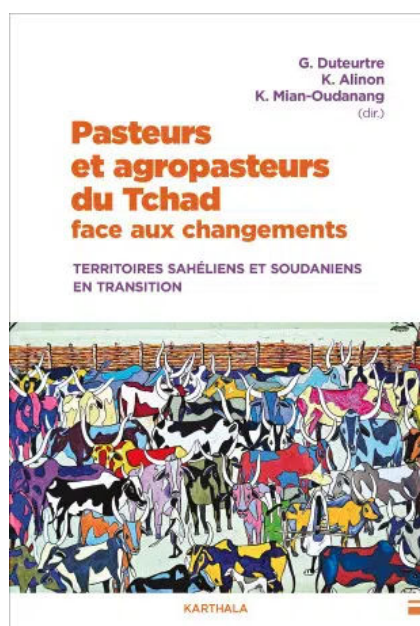
Déclaration d'Oulan-Bator 2026. « Nos terres, nos territoires, notre patrimoine, notre avenir », Rassemblement mondial des peuples pastoraux, août 2026

Dialogue ministériel sur la restauration des pâturages et le bien-être des communautés pastorales, retranscription, Nations Unies, août 2026, anglais

À lire également : Le reportage de Renewable Matter depuis Oulan-Bator interroge cette nouvelle «bancabilité» des parcours : les financements annoncés bénéficieront-ils réellement aux pasteurs et permettront-ils de sécuriser leurs droits et leur mobilité ? Lire l'article "**Rendere bancabili i pascoli del pianeta: la sfida lanciata alla COP17**" de Renewable Matter, août 2026, en italienLe rapport final du sommet Désertif'action tenu en amont de la COP17 et qui met en avant la mobilité pastorale comme facteur d'adaptation aux crises climatiques.

Désertif'actions 2026 – Rapport final, Rapport, Désertif'Action, juillet 2026

EN IMAGE



Pasteurs et agropasteurs du Tchad face aux changements : territoires sahéliens et soudaniens en mutation

Ouvrage, G. Duteurtre, K. Alinon, K. Mian-Oudanang juillet 2026, ressource payante

Cet ouvrage, fruit de la collaboration de 52 auteurs, analyse l'essor sans précédent du cheptel pastoral tchadien depuis 30 ans — le Tchad détenant le deuxième troupeau de ruminants d'Afrique — et les bouleversements des pratiques et règles d'accès aux parcours qui en résultent (extension des cultures, aléas climatiques, insécurité, changements écosystémiques). Il examine les recompositions des territoires sahéliens et soudaniens et propose des pistes pour les politiques publiques et les projets de développement pastoral.



Comment coopérer dans un monde en crises ?

Manuel, Com4dev, AIETI, Université de Malmö, juillet 2026

Prolongement des Rencontres Fair Cooperation, Full Impact tenues à Montpellier en octobre 2025 (dans le cadre de la Biennale Euro-Africa Montpellier), cette publication, coordonnée par Com4Dev, rassemble 16 initiatives issues de plusieurs régions du monde pour repenser la coopération internationale à partir des réalités de terrain. Elle les organise autour de quatre leviers : changer les récits, valoriser les savoirs et priorités locales, gérer les connaissances en réseau et capitaliser, renforcer les pouvoirs d'agir.

Pastoralisme

School and pastoralism in the Senegalese Sahel: tensions, adaptations, and social transformations

Article scientifique, Pastoralism: Research, Policy and Practice, août 2026, en anglais

Cet article analyse, à partir d'une trentaine d'entretiens menés dans quatre communes du Ferlo, la façon dont les familles peules concilient école et mobilité pastorale. Le calendrier scolaire chevauche la grande transhumance, première cause d'abandon citée. Loin de rejeter l'école, ces familles construisent des trajectoires hybrides associant savoirs pastoraux, éducation coranique et scolarisation. L'auteur recommande d'adapter le calendrier aux cycles pastoraux et de renforcer la scolarisation des filles.

Commerce international

L'Afrique de l'Est face aux mutations du commerce mondial : des exportations agricoles portées par les cultures de rente

Dossier, Fondation FARM, août 2026

Ce dossier compare les exportations agricoles de 19 pays d'Afrique de l'Est entre 2014 et 2024 (base BACI du CEPII). En hausse de 39 % (18,7 milliards USD), elles restent dominées par des produits bruts de rente écoulés vers l'Asie et le Golfe, avec une transformation locale en recul. L'auteur souligne l'incertitude sur l'AGOA, les exigences de traçabilité du règlement européen sur la déforestation (EUDR) et l'ouverture du marché chinois.

Élevage

Examen du paysage béninois de l'élevage de ruminants à travers les bilans simplifiés de campagne

Document de capitalisation, Association Nationale des Organisations Professionnelles d'Éleveurs de Ruminants (ANOPER), SOS Faim, 2026

Ce document de capitalisation examine les transformations de l'élevage de ruminants au Bénin à partir des bilans simplifiés de campagne conduits depuis treize ans auprès de familles d'éleveurs. Il montre un élevage méridional marginal mais performant, fortement orienté vers le marché urbain, et des inégalités croissantes. Il distingue trois zones (Nord, tampon, Sud) selon l'accès à la terre, l'urbanisation, les droits des éleveurs et la position géographique, et propose trois pistes de réflexion pour l'ANOPER : insécurité, foncier et modèle d'élevage à défendre.

Protection sociale

The role of collective action in enhancing social protection systems in rural areas

Etude, FAO, 2026, en anglais

Cette étude examine comment l'action collective renforce les systèmes formels de protection sociale en milieu rural, où 80 % des ménages les plus pauvres des pays à faible revenu restent sans couverture. S'appuyant sur des cas en Tunisie, au Ghana, au Brésil, en Bolivie et en Inde, elle montre que coopératives, organisations de producteurs et organisations de la société civile pèsent sur les politiques, la conception des programmes et leur mise en œuvre. Elle identifie les obstacles rencontrés et propose quatre axes d'intervention stratégique.

Systèmes agroalimentaires

Tools and methods to support the design and implementation of policies for agrifood systems transformation. A handbook for policymakers

Manuel, FAO, 2026, en anglais

Ce manuel outille les décideurs publics pour concevoir des politiques agroalimentaires selon une approche systémique. Sept modules – complexité, outils d'analyse et de modélisation, stratégies nationales, engagement multi-acteurs, innovation, financement, capacités – proposent méthodes et cas nationaux (Rwanda, Kenya, Ouganda, Chili, Irlande, Finlande, Suède, Kirghizistan). Testé lors de formations au Rwanda, il vise à dépasser des politiques fragmentées et sectorielles pour renforcer cohérence, coordination interministérielle et alignement des investissements. En Afrique, les systèmes agroalimentaires représentent 53,4 % de l'emploi total.

Sécurité alimentaire

L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde SOFI 2026

Rapport, FAO, juillet 2026

Ce rapport présente les données mondiales les plus récentes sur la faim et la nutrition, avec un focus 2026 sur le coût et l'accessibilité d'une alimentation saine. En 2025, la faim recule pour la troisième année consécutive (7,8% de la population mondiale), mais l'Afrique compte désormais le plus grand nombre de personnes touchées (309 millions), avec 66,6% de sa population n'ayant pas les moyens de s'alimenter sainement. Le coût mondial moyen d'une alimentation saine atteint 4,28 USD PPA/jour.

Lire en complément, cet article scientifique paru dans l'IJSF (International Journal of Sociology of Agriculture and Food) qui propose de regarder derrière les chiffres du SOFI. En retraçant 26 éditions du rapport, il montre comment les évolutions des méthodes et des indicateurs ont façonné la mesure de la faim et de l'insécurité alimentaire depuis 1999. Il souligne l'apport du Cadre harmonisé sahélien (CILSS) à la classification IPC et conclut que la FAO n'est pas le «courtier neutre de connaissances» qu'elle revendique.

The Technopolitics of Food Security: Intermediating Knowledge Infrastructures via FAO's State of Food Security and Nutrition, Article scientifique, The International Journal of Sociology of Agriculture and Food (IJSF), 2026, en anglais

Insécurité alimentaire au Sénégal : une analyse multidimensionnelle des déterminants à partir des données EHCVM 2021/2022

Article scientifique, Revue Française d'Economie et de Gestion, juillet 2026

Cette étude mesure l'insécurité alimentaire en combinant les difficultés d'accès à l'alimentation vécues par les ménages et la diversité de leur alimentation. Cette approche identifie 55 % des ménages comme vulnérables, contre 31 % avec le seul indicateur habituellement utilisé pour mesurer l'expérience de l'insécurité alimentaire. L'étude souligne le rôle du revenu, mais aussi de l'accès à l'électricité et à l'assainissement, du logement et de l'exposition aux chocs économiques, sanitaires et climatiques.

Évaluer l'autosuffisance alimentaire des territoires : retour d'expérience sur l'application d'un outil de diagnostic et de prospective au Sénégal et au Pérou

Revue, Humundi, juin 2026

Cette publication capitalise sur l'application, au Sénégal (Fatick) et au Pérou (Chumbivilcas), d'un outil de diagnostic du degré d'autosuffisance alimentaire des territoires, combinant analyse offre/demande et scénarisation prospective. À Fatick, le territoire est autosuffisant en céréales locales mais dépendant pour le riz et le lait ; un scénario agroécologique améliorerait nettement cette autosuffisance. À Chumbivilcas, l'enjeu principal est moins l'autosuffisance que la diversification et l'équilibre nutritionnel du régime alimentaire.

Révolution verte

La révolution verte a échoué en Afrique. Vingt ans de données et les solutions qui fonctionnent

Etude, AFSA, août 2026

Vingt ans après le lancement de l'AGRA, l'AFSA confronte le modèle de la Révolution verte aux données FAO dans ses treize pays prioritaires : engrais doublés, terres cultivées +46 %, mais croissance des rendements ralentie et faim en hausse de 58 %. Le Sénégal, hors modèle, a réduit la faim de moitié. L'AFSA appelle à réorienter les subventions vers l'agroécologie, les semences paysannes et la vulgarisation publique.

Pesticides

Contamination des eaux de puits par les pesticides et risques toxicologiques pour les populations rurales autour de la réserve de Biosphère de la Mare aux Hippopotames au Burkina Faso

Article scientifique, International Journal of Biological and Chemical Sciences, août 2026

Cette étude évalue la contamination par les pesticides des eaux de puits et les risques toxicologiques associés pour les populations rurales de la commune de Satiri au Burkina Faso. Les analyses sur 11 puits agricoles révèlent la présence récurrente de 13 substances actives, dépassant les normes de potabilité. Le diuron et le thirame présentent un risque sanitaire potentiel, nécessitant un meilleur encadrement agricole et une surveillance accrue.

Agroécologie

Agroecological Entrepreneurship Starts Here: Shifting Food Systems in Africa from Extraction to Regeneration

Rapport, Agroecology fund, 2026, en anglais

Ce rapport tire les enseignements de bourses de 10 000 dollars accordées à 15 organisations paysannes africaines pour bâtir des entreprises agroécologiques. Les initiatives portent sur la transformation des produits, les systèmes semenciers paysans et la vente directe, avec un fort potentiel de substitution aux importations, du bouillon cube au blé. Le principal verrou reste le financement : ces entreprises ont besoin de 10 000 à 250 000 dollars, trop pour la microfinance, trop peu pour les prêteurs agricoles. Les auteurs plaident pour un capital patient, adapté au calendrier agricole, et des politiques publiques favorables.

Droits des paysans

Des organisations paysannes honduriennes dénoncent devant l'ONU un décret législatif qui légalise la dépossession des terres au profit de l'agrobusiness

Article, Via Campesina, juillet 2026

Des organisations paysannes honduriennes ont saisi l'ONU contre un décret qui protège les terres de l'agrobusiness de toute réforme agraire, et contre une circulaire policière ordonnant environ 1 000 expulsions. Elles dénoncent une violation des droits des paysans et des peuples autochtones, exigent l'abrogation de ces textes, la fin des expulsions, et une enquête sur le massacre de Rigores du 21 mai.

Jeunes

Ecologies of Empowerment: Why and how to fund youth-led biodiversity action

Rapport, Global Youth Biodiversity Network (GYBN), Global Landscape Forum (GLF), Synchronicity Earth, The Iris Project, juin 2026, en anglais

Menée auprès de 161 initiatives de jeunes dans 57 pays, cette enquête internationale analyse leurs difficultés d'accès aux financements pour la protection de la biodiversité. Parmi les organisations interrogées, 85 % déclarent manquer de financements, 44 % ont fonctionné avec moins de 1 000 dollars en 2024 et 93 % reposent sur du bénévolat. L'étude pointe des financements souvent faibles, de courte durée et réservés à des projets précis, qui rendent difficile la structuration des organisations dans la durée.



Podcast Planète Mongabay #20 Côte d'Ivoire : l'IA peut-elle relever les défis environnementaux ?

Podcast, Planète Mongabay, août 2026

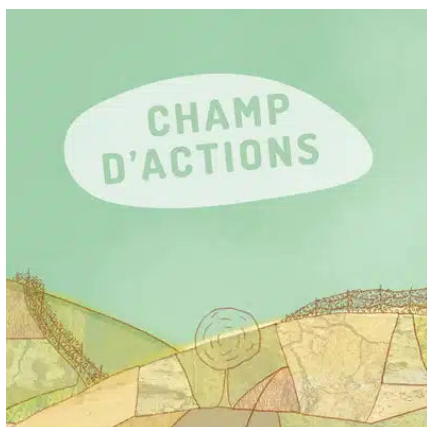
Cet épisode explore les usages de l'intelligence artificielle appliquée à l'environnement en Côte d'Ivoire, à travers les regards d'entrepreneurs, de responsables publics et de citoyens. Ibrahima Soumaré, fondateur de la startup LivraiX Technology, croise depuis 2024 données climatiques, géographiques et satellitaires pour anticiper les blocages du transport agricole, alors que 30 à 50 % des denrées se perdent avant d'atteindre les consommateurs africains selon la FAO. Le podcast souligne les limites persistantes : accès aux données, développement de solutions en langues locales et diffusion des technologies au-delà des grands centres urbains.



Les femmes au cœur de la sécurité alimentaire | Episode 1

Podcast, Acting for life, juillet 2026

Cette série de quatre podcasts donne la parole à des Togolaises qui cultivent, transforment, commercialisent et approvisionnent les marchés et les cantines scolaires. Chaque épisode recueille des témoignages sur leurs parcours, leurs contraintes et leurs ambitions, ainsi que sur la manière dont elles créent de la valeur à partir des ressources locales. La série met en avant leur contribution à la nutrition infantile, aux économies locales et au développement de leurs territoires, des champs jusqu'aux ateliers de transformation.



#22 « Mettre fin à la pauvreté et à l'injustice » – Adama Coulibaly en conversation avec le secrétaire général d'Humundi

Podcast, Humundi, juillet 2026

Deuxième d'une série de trois podcasts défendant la pertinence du secteur des ONG, alors que les gouvernements européens, dont la Belgique, réduisent les enveloppes budgétaires de la coopération internationale au nom de l'austérité. Adama Coulibaly et Benoit De Waegeneer répondent à trois questions : comment démontrer la légitimité des ONG, comment répondre aux critiques de mauvaise foi, et comment réagir lorsque le secteur privé récupère les bonnes idées des ONG.



Can Agroecology Feed the World? Professor Miguel Altieri on the Future of Food Systems

Podcast, AFSA, juillet 2026, en anglais

Dans cet entretien, le Professeur Altieri, s'appuyant sur plus de quarante ans de recherche et de collaboration avec des paysans et mouvements sociaux en Amérique latine, explique en quoi la biodiversité, la santé des sols et les savoirs traditionnels fondent la résilience des systèmes alimentaires face au changement climatique. Il revient sur les origines de l'agroécologie, critique le modèle de la Révolution verte et partage des enseignements tirés de sa propre ferme agroécologique en Colombie, questionnant la capacité de l'agroécologie à nourrir le monde et le rôle de la souveraineté semencière et alimentaire.

AGENDA

7 septembre 2026

COSTEA TALK N°2 – REUSE

Webinaire, COSTEA

Pour ce second COSTEA Talk qui aura lieu le 7/09 de 12h à 13h (heure française), les échanges seront dédiés à la GIRE et la Reuse : GIRE et REUSE: comment mieux ancrer la réutilisation de l'eau dans son territoire ? », avec une intervention d'Ehssan El Meknassi, coordinatrice Méditerranée du COSTEA, docteure en sciences de l'eau et consultante internationale spécialisée en résilience des systèmes hydriques, gestion de l'eau en agriculture et adaptation au changement climatique.

Inscription [ici](#)

6 au 9 octobre 2026

Sommet de l'Élevage – Le mondial de l'élevage durable

Salon, Clermont-Ferrand

Ce salon international, rassemblera 1 800 exposantes et 120 000 visiteurs et visiteuses autour des enjeux de l'agriculture de montagne. L'événement valorisera 2 000 animaux d'élite et proposera 160 conférences techniques. Les expertes et éleveuses y partageront des innovations génétiques et des solutions de gestion durable pour accompagner les acteur·ices du secteur face aux défis climatiques et économiques.

Appel aux dons

Inter-réseaux a besoin de vous ! Nous vous invitons, si vous le pouvez, à soutenir via un don notre mission de production d'informations et de diffusion gratuite des connaissances qui renforcent la voix des agricultures familiales au cœur des politiques publiques. Chaque don, même modeste, nourrit le dialogue !

[Nous soutenir](#)

29 septembre 2026

Table-ronde : Structuration de filières céréalières en Afrique de l'Ouest

Table-ronde, SOL, FONGS, AFD, Paris et en ligne

Cet après-midi d'échanges présentera les résultats de plus de dix années d'accompagnement à la structuration d'une filière agroécologique de farines panifiables de mil et de maïs au Sénégal. Une table ronde réunissant organisations paysannes, recherche, société civile et bailleurs abordera la consolidation des filières locales, la gouvernance paysanne et le changement d'échelle.

Retrouvez ce bulletin sur le site d'Inter-réseaux

<http://www.inter-reseaux.org/>

Pour ne plus en manquer, abonnez-vous :

<https://www.inter-reseaux.org/abonnez-vous/>

Et pour des suggestions, des réactions, écrivez-nous :

veille@inter-reseaux.org

Réalisé avec les veilleurs d'Inter-réseaux et le soutien de :

